

PREFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET DE LA MER
SERVICE DES PROCÉDURES ENVIRONNEMENTALES

ARRETE DU 16 AVR. 2015

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

RECALIBRAGE ET RECONQUETE D'ACCOTEMENTS DE LA ROUTE
DÉPARTEMENTALE 230 ENTRE SAUVETERRE-DE-GUYENNE ET MONSÉGUR

ENQUETE PARCELLAIRE SUR LES COMMUNES DE SAUVETERRE-DE-
GUYENNE, SAINT-MARTIN-DU-PUY, RIMONS, COUTURES ET LE PUY

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE**

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles L.1, L311-1 à L311-3 et R131-3 à R131-11,

VU la loi n°2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral,

VU l'arrêté préfectoral en date du 21 mars 2006 déclarant d'utilité publique au profit du Département de la Gironde les travaux d'aménagements de sécurité, de recalibrage et reconquête d'accotements de la RD 230 entre SAUVETERRE-DE-GUYENNE et MONSEGUR sur le territoire des communes de SAUVETERRE-DE-GUYENNE, SAINT-MARTIN-DU-PUY, CAUMONT, CASTELMORON D'ALBRET, RIMONS, COUTURES et LE PUY et emportant mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols valant Plan Local d'Urbanisme de SAUVETERRE-DE-GUYENNE avec les travaux,

VU l'arrêté en date du 3 mars 2011 prorogeant la validité de la déclaration d'utilité publique,

VU la lettre du Conseil Général de la Gironde en date du 17 octobre 2014 demandant l'ouverture de l'enquête parcellaire pour l'opération citée ci-dessus,

VU le plan parcellaire des immeubles dont l'acquisition est nécessaire à la réalisation de l'opération,

VU la liste des propriétaires tels qu'ils sont connus d'après les documents cadastraux et les renseignements recueillis par l'expropriant,

VU la décision en date du 31 décembre 2014 de la Commission Départementale chargée d'établir pour l'année 2015 la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur pour le Département de la Gironde,

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture de la Gironde.

ARRETE

ARTICLE PREMIER - Il sera procédé pendant 20 jours consécutifs **du lundi 11 mai au samedi 30 mai 2015 inclus** sur le territoire des communes de SAUVETERRE-DE-GUYENNE, RIMONS, COUTURES, LE PUY, SAINT-MARTIN-DU-PUY à une enquête parcellaire en vue de délimiter la liste des parcelles ou des droits réels immobiliers à exproprier pour la réalisation des travaux prévus à l'acte déclaratif d'utilité publique sus-énoncé.

Les plans et états parcellaires ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles préalablement cotés, paraphé et ouvert par les maires seront déposés dans les mairies afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux au public et consigner éventuellement ses observations sur les registres ou les adresser par écrit aux maires ou au commissaire enquêteur qui les joindront aux registres d'enquête.

Notification de ce dépôt sera faite aux propriétaires intéressés sous pli recommandé avec demande d'avis de réception.

ARTICLE 2 - M. Désiré ESTAY- Président de Section de Chambre Régionale des Comptes honoraire, est désigné en qualité de commissaire enquêteur. Il siégera en mairie de SAUVETERRE-DE-GUYENNE.

En cas d'empêchement de M. Désiré ESTAY, Monsieur Philippe MOREL- ingénieur écologue - est désigné en qualité de suppléant.

En outre, le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations, dans les conditions suivantes :

Mairie de LE PUY

le lundi 11 mai de 09h00 à 12h00

Mairie de SAINT-MARTIN-DU-PUY

le jeudi 21 mai de 09h00 à 12h00

Mairie de SAUVETERRE-DE-GUYENNE

le samedi 30 mai de 09h00 à 12h00

ARTICLE 3 - Huit jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, un avis au public sera publié par voie d'affiches, et éventuellement, par tous autres procédés en usage dans les communes, par les soins des maires de SAUVETERRE-DE-GUYENNE, RIMONS, COUTURES, LE PUY, SAINT-MARTIN-DU-PUY. Cette formalité devra être justifiée par un certificat des maires.

Cet avis d'enquête sera en outre inséré par mes soins avant le 2 mai 2015 et rappelé dans les huit premiers jours de la consultation dans le journal Sud-Ouest.

ARTICLE 4 - La notification du présent arrêté est faite notamment en vue de l'application des articles L.311-1 à L.311-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ci-après reproduits:

"En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés, soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation.

Le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes.

Les intéressés autres que ceux mentionnés, sont mis en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus, de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi ils seront déchu de tous droits à l'indemnité".

ARTICLE 5 - A l'expiration du délai fixé ci-dessus les registres d'enquête seront clos et signés par les maires et transmis dans les 24 heures, avec les dossiers d'enquête et les certificats d'affichage au commissaire enquêteur.

Celui-ci donnera son avis sur l'emprise des ouvrages et dressera le procès verbal de l'opération après avoir entendu toutes personnes susceptibles de l'éclairer. Ces opérations doivent être terminées dans le délai d'un mois à compter de l'expiration du délai d'enquête.

ARTICLE 6 - Le commissaire enquêteur transmettra les dossiers de SAUVETERRE-DE-GUYENNE, RIMONS, COUTURES, LE PUY, SAINT-MARTIN-DU-PUY avec ses conclusions à M. le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde (Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde 2 rue Jules Ferry – Cité Administrative 33090 BORDEAUX CEDEX).

ARTICLE 7 - M. le Secrétaire Général de la préfecture de la Gironde, M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde, M. le Président du Conseil Départemental de la Gironde, Mmes et M. les Maires de SAUVETERRE-DE-GUYENNE, RIMONS, COUTURES, LE PUY, SAINT-MARTIN-DU-PUY, M. le Commissaire Enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le 16 AVR. 2015

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Jean-Michel BEDECARRAX